

LES DROITS DE L'HOMME EN CHINE

Bulletin mensuel du groupe de travail Chine - Ligue française des droits de l'homme

N°41 - novembre 2009

SOMMAIRE

Démocratie. Liberté d'expression. page 2

Liberté religieuse. pages 2&3

Visite d'Obama. Répression et contrôle. page 3

Appareil judiciaire. Les avocats pages 3&4

Conflits du travail. Condition ouvrière. page 4

Mouvements de masse. Conflits fonciers. pages 4&5

Minorités ethniques. pages 5&6

Xinjiang

Question Tibétaine

Hongkong. Macao page 6

Informations diverses. page 6

Bibliographie. page 7

Sources d'information. page 7

(Les dates figurant en début de rubrique sont celles des faits ; les dates de fin de paragraphe, celles de l'information. Si la date des faits est inconnue, la date de début de rubrique est celle de l'information. Certaines informations parvenues récemment se rapportent à des événements relativement anciens. Les chiffres donnés en euros équivalent au montant en yuan, sur la base 1 euro = 10 yuan)

Nous contacter :

communication@ldh-france.org en mentionnant en objet «Groupe Chine».

Barack Obama et l'information chinoise.

Le président américain a passé trois jours en Chine. A-t-il pu se faire entendre de la population ? Ce n'est pas sûr.

Certes il a affirmé le 16 novembre à Shanghai devant de jeunes Chinois la nécessité d'une information libre et de l'accès sans encombre au réseau Internet ; mais son auditoire se composait de personnes désignées par le parti. Une seule question pouvait porter ombrage aux autorités chinoises : elle portait sur la censure d'internet ; elle fut formulée par l'ambassadeur des États-Unis à Beijing. L'entretien de Shanghai n'a d'ailleurs été diffusé que par une télévision locale alors que Bush et Clinton avaient eu droit au réseau national.

Pour s'informer, il fallait donc oser consulter sur Internet le site de la Maison blanche en contournant les obstacles de la censure du web. Selon le Ming Pao de Hongkong, quelque sept mille personnes y seraient parvenues, dans deux cents agglomérations, principalement à Shanghai et à Beijing.

Il y eut bien aussi une interview avec le Nanfang Zhoumo, publication réputée assez libre d'écriture. Mais on ne peut se la procurer que dans quelques kiosques de Beijing ; la partie centrale de l'hebdomadaire qui contenait l'entretien ne sortit pas du territoire et ne parvint pas non plus à la presse étrangère de la capitale. Il n'y avait pourtant pas dans cette conversation (de seulement dix minutes) de quoi fouetter un chat : quelques propos débonnaires sur les impressions de voyage du président et quelques réflexions au sujet des restrictions commerciales américaines portant sur les produits de haute technologie. Les questions posées avaient été soumises pour approbation au ministère des Affaires étrangères. Le texte ne faisait d'ailleurs pas la une de l'hebdomadaire ; elle était réservée à des considérations sur les écarts de gestion des fonctionnaires.

Après l'interview, selon le Ming Pao, le président aurait dans une lettre à l'hebdomadaire souligné l'importance de la liberté des médias, source d'une force démocratique à encourager. La lettre n'a pas été publiée.

Par un choix surprenant, le président américain a reçu le prix Nobel cette année mais deux Chinois admirables combattants des droits de l'homme, Hu Jia et Liu Xiaobo, auraient pu se le voir attribuer. Ils étaient l'un et l'autre en prison, pas très loin, quand Barack Obama discutait avec les dirigeants de Beijing. A-t-il pensé à eux ? A-t-il osé parler d'eux ? On ne sait mais une chose est certaine : contrairement aux autres présidents américains, sa venue ne s'est accompagnée d'aucune libération de prisonnier politique. L'économie de son pays et sa monnaie seraient-elles si dépendantes du commerce et de la finance chinoises qu'il ne puisse se permettre - ne parlons pas de faire un esclandre - mais seulement de hausser un peu trop le ton ?

Ce bulletin ne doit pas être reproduit à l'extérieur de la Ligue des Droits de l'Homme.

Démocratie. Liberté d'expression.

25 nov

Prolongation pour deux mois de la détention de Liu Xiaobo, initiateur de la Charte 08. (Cf. bulletin de décembre 2008). Liu fut arrêté le 8 décembre 2008, la veille de la publication d'un texte demandant notamment la fin du monopartisme et l'extension des droits civiques. La police explique cette prolongation par la « complexité » du dossier. (*China Digital Times*, 25 novembre)

23 nov

Condamnation à trois ans de prison et en quinze minutes d'audience du dissident Huang Qi. Il a fait appel. Il n'a pu rencontrer sa famille ; son état de santé est préoccupant. Huang Qi était accusé de « détention illégale de secrets d'État » pour avoir donné des interviews à des journalistes étrangers sur le sort des victimes du tremblement de terre du Sichuan (12 mai 2009). Huang Qi a fondé le site et réseau de défense des droits de l'homme 64tianwang ; il apportait son soutien aux parents pour qui la mauvaise qualité des constructions scolaires expliquait la mort de nombreux écoliers. (*R.S.F.*, 23 novembre)

19 nov

Procès au Sichuan d'un militant du mouvement démocratique de 1989, Zhou Yongjun, remis à l'administration chinoise par les autorités de Hongkong. Zhou est officiellement inculpé pour fraude bancaire. Il a passé près d'un an en prison, après avoir essayé de rentrer en Chine voir ses parents avec un passeport malaisien non valable. (*RTHK*, 19 novembre)

12 nov

Le militant des droits civiques Feng Zhenghu n'a pu rentrer en Chine. Signataire de la Charte 08, il avait écrit un livre sur le sort des pétitions traitées en 2008 par les tribunaux de Shanghai et assigné à résidence au début de 2009. Parti se reposer au Japon en avril, il avait tenté déjà à sept reprises de revenir à Shanghai. Après la publication en 2000 d'une étude sur les investissements japonais à Shanghai, il avait été condamné à trois ans de prison. (*Apple Daily*, 12 novembre)

9 nov

La directrice de Caijing annonce sa démission. Hu Shuli avait fondé en 1998 ce magazine, connu pour le sérieux et le courage de ses enquêtes. Il semble que ce soit les reportages sur les émeutes du Xinjiang qui aient provoqué son départ. Quelque soixante-dix journalistes de la revue avaient déjà quitté la revue le mois dernier. (*Infosud*, 11 novembre)

3 nov

Reporters sans frontières note le blocage peu après son lancement du site Berlin Twitter Wall, créé le 20 octobre pour le vingtième anniversaire de la chute du mur de Berlin. Les titulaires d'un compte Twitter pouvaient poster des commentaires sur le mur qui apparaissaient automatiquement sur le site. (*R.S.F.*, 3 novembre)

23 oct

L'ancien professeur de l'Université de Nanjing, Guo Quan, a fait appel de sa condamnation à dix ans de prison pour « subversion du pouvoir d'État ». Il avait en 2007 adressé une lettre ouverte au chef de l'État Hu Jintao, demandant des réformes constitutionnelles. En 2008, il avait fondé le parti de la Nouvelle démocratie, critiquant le gouvernement sur sa gestion de la catastrophe sismique du Sichuan et sur le litige territorial maritime avec le Japon. Il a publié sur Internet 347 articles sur la démocratie et la critique du monopartisme. Son arrestation remonte à novembre 2008 ; sa condamnation, au 7 août 2009. (*Kyodo*, 2 novembre)

Liberté religieuse

26 nov

Condamnation de cinq dirigeants d'une église protestante non officielle à des peines de prison, pour « réunions illégales ». Les inculpés avaient été appréhendés à partir du 13 septembre à Linfen (Shanxi). Le pasteur Wang Xioguang et son épouse Yang Rongli ont eu la peine maximale de sept ans ; les autres condamnations vont de trois à quatre ans et demi de prison. Les avocats n'ont pas eu accès à l'ensemble du dossier de leur client. Il y aurait eu depuis dix autres arrestations. (*Boxun*, 26 novembre)

22 nov

La police de Shanghai arrête six chrétiens d'une église non officielle pour empêcher la tenue d'un office en public. Le groupe aurait un millier de membres. Le bureau des affaires civiles du district de Minhang l'avait déclaré illégal deux semaines plus tôt et avait

... suite en page 3

bloqué l'entrée de leur local habituel.

Ce même mois, les sept cents membres de l'église Shouwang de Beijing ont été interdits d'accès à leur lieu de réunion. (*South China Morning Post*, 23 novembre)

Visite d'Obama. Répression et contrôle.

18 nov

Pendant la visite de Barack Obama, une trentaine de militants (dont Ding Zilin, chef de file des Mères de Tiananmen et Bao Tong, secrétaire politique de l'ancien premier ministre Zhao Ziyang) ont été placés sous surveillance ou en détention. Les autorités ont promis de les relâcher après le départ du président américain. Le militant Qi Zhiyong, une des victimes de la répression de 1989, a été interrogé par la police. (*Centre d'information pour les Droits de l'homme et la démocratie*, 18 novembre ; *Ming Pao*)

17 nov

La police a empêché une citoyenne américaine, Julie Harms, de remettre à l'ambassade des États-Unis une supplique au nom de son fiancé chinois Liu Shiliang. (*Ming Pao*, 18 novembre)

16 nov

La dissidente Liu Di a été éloignée dans une banlieue inconnue à l'occasion de la visite du président américain. Le pasteur Zhang Mingxuan, qui préside l'alliance des églises à domicile, a dû partir le 10 novembre pour la ville de Nanyang (Henan). Zeng Jinyan, l'épouse du militant emprisonné Hu Jia – citoyen d'honneur de la ville de Paris mais tristement abandonné par celle-ci – s'est trouvée assignée à résidence surveillée. Ont aussi été écartés les dissidents Li Hai et Gao Hongmin. (*South China Morning Post*, 17 novembre)

16 nov

Les quatre cents étudiants qui ont écouté le président américain Obama à Shanghai étaient de jeunes cadres du parti, choisis pour ne poser que des questions convenables. Comme l'a expliqué le vice-ministre des Affaires étrangères, « la partie chinoise avait la responsabilité d'assurer la sécurité du président Obama ». (*South China Morning Post*, 18 novembre)

Appareil judiciaire. Les avocats.

19 nov

Deux avocats de Beijing, Jiang Tianyong et Fan Yafeng, ont été appréhendés et interrogés par la police pour avoir tenté de rencontrer le président américain Obama lors de sa visite dans la capitale. Selon la police, la rencontre avec Obama ne pouvait se tenir « pour des raisons de sécurité ». Les observateurs notent que le président Obama avait parlé aux journalistes et oppositionnels russes lors de sa dernière visite à Moscou.

Jiang Tianyong avait en 2008 assisté les moines tibétains et les familles victimes du tremblement de terre du Sichuan. L'administration avait en mai refusé de renouveler sa licence professionnelle ; elle l'a questionné pendant plus de treize heures.

Fan Yafeng, juriste constitutionnel de l'Anhui et défenseur des libertés religieuses, a été retenu deux heures. Le 3 novembre, l'Académie des Sciences avait mis fin à son contrat de travail « pour raisons politiques » sans préciser ce que recouvraient ces termes. Fan Yafeng avait étroitement collaboré avec les avocats Gao Zhinsheng, Xu Zhiyong et Teng Biao. (*South China Morning Post*, 23 novembre)

18 nov

Les avocats défenseurs des droits civiques Mo Shaoping, Yang Qiuyu et Zheng Enchong ont été interrogés par la police à l'occasion du passage du président américain. L'avocat Li Xiongbing dont la licence professionnelle n'avait pas été renouvelée en mai, a été assigné à résidence. La police a aussi réduit les déplacements de l'avocat Li Heping. (*Ming Pao*, 18 novembre ; C.H.R.D.)

14 nov

L'avocat Li Fangping s'est vu contraint d'annoncer à la police qui le suit 24 heures sur 24 chaque intention de quitter son domicile. Il doit se déplacer dans le véhicule des policiers qui l'accompagnent. (*South China Morning Post*, 17 novembre)

12 nov

Interrogé sur les centres de détention illégaux dénoncés dans le rapport publié la veille par Human Rights Watch (voir bibliographie ci-dessous), le porte-parole du ministère des Affaires étrangères Qin Gang a affirmé qu'il n'existait rien de tel dans le pays. Le document se fonde sur des entretiens menés avec trente-huit personnes détenues naguère dans ces « prisons noires ». (*Kyodo, 12 novembre*)

10 nov

Li Hongnan, avocat du militant du Fujian Wu Huaiying, a reçu du département de la justice de Fuzhou l'avertissement que sa licence professionnelle serait suspendue pour un an. Le motif serait la transmission à la famille de son client de documents contenant des secrets d'État et la diffusion d'information sur le procès sur le réseau Internet étranger. (*C.H.R.D., 11 novembre*)

5 nov

Selon le ministère de la Sécurité publique, la police chinoise a démantelé en sept mois 982 gangs spécialisés dans le trafic humain et notamment les enlèvements de femmes et d'enfants. Les arrestations – de six mille deux cents suspects - ont permis de sauver six mille victimes. Les délits surviennent en majorité dans les zones rurales et dans les banlieues. Les spécialistes estiment qu'il y a chaque année de 30.000 à 60.000 enlèvements d'enfants. (*Xinhua, 5 novembre*)

Conflits du travail. Condition ouvrière.

25 nov

L'enquête menée chez cinq fournisseurs chinois du distributeur américain Wal-Mart y montre des conditions de travail « illégales et dégradantes ». Les salariés y font trois heures supplémentaires par jour ; les conditions d'hygiène et d'alimentation sont déplorables. La firme américaine ne tient pas ses promesses de faire respecter les normes de travail et maintient ses pressions sur les fournisseurs pour qu'ils l'approvisionnent à bas prix. (*China Labour Watch, 25 novembre – voir bibliographie*)

22 nov

Une explosion a fait onze morts et trois disparus dans la mine Guojiawan de la ville de Huaihua, district de Chenxi (*Hunan*).

21 nov

Une explosion de gaz a fait 104 morts et quatre disparus dans la mine Xinxing de l'entreprise d'État Longmei, à Hegang (province du Heilongjiang). L'ampleur de la catastrophe s'explique par les défauts de ventilation des galeries, le retard et la désorganisation des secours. (*Xinhua, 23 novembre*)

30 oct

Selon un rapport destiné au Comité permanent de l'Assemblée nationale, il aurait été récupéré en 2008 66 milliards de yuan de salaires impayés. Les 1,67 million de bénéficiaires sont principalement des travailleurs migrants. Certains des arriérés remontaient à quatre ans. (*Xinhua, 30 octobre*)

Mouvements de masse. Conflits fonciers.

30 oct

Après le décès trois jours plus tôt d'un charretier frappé par le personnel municipal de Kunming (Yunnan), un millier de personnes ont défilé en portant le cadavre, s'en sont pris à des bâtiments municipaux et ont endommagé un véhicule de la Sécurité. L'affrontement avec plusieurs centaines de policiers a fait cinquante blessés. (*Centre d'information pour les Droits de l'homme et la démocratie, 2 novembre*)

29 oct

Un millier d'étudiants ont manifesté dans les rues de Lanzhou (Gansu) et tenté de pénétrer dans les bâtiments officiels de la province. Ils protestaient contre les conditions d'existence, d'alimentation et d'hébergement ainsi que contre les droits scolaires imposés par le Collège professionnel de la construction. Ils se sont heurtés à un millier de policiers et il y eut une dizaine de blessés au cours de l'affrontement. (*Centre d'information pour les Droits de l'homme et la démocratie, 5 novembre*)

... suite en page 5

29 oct

Plus d'un millier de villageois ont affronté la police de Wangting, ville de Wuxi (Jiangsu) pour une question foncière dont on ignore les détails. Ils ont détenu plusieurs membres du personnel de sécurité et endommagé un véhicule de police. Il y aurait eu quarante blessés et vingt arrestations. *(Centre d'information pour les Droits de l'homme et la démocratie, 2 novembre)*

26-27
oct

Des militaires en retraite – de cinq cents à mille individus – ont manifesté devant le Bureau des pétitions de la capitale. Les affrontements avec la police ont fait trente blessés sur les deux jours. *(Centre d'information pour les Droits de l'homme et la démocratie, 2 novembre)*

17 oct

Une émeute a éclaté à Binchuan (Yunnan) après l'homicide d'un protestataire expulsé pour permettre la construction de la centrale électrique de Xiaowan. Trois mille des 35.000 villageois déplacés par le chantier ont pénétré dans les bureaux de district du parti et dans les bâtiments de la municipalité qu'ils accusaient d'avoir violé ses promesses. Ils ont attaqué l'école du parti et détruit deux véhicules de police. L'affrontement a fait cinq blessés dans les rangs de la police, cinquante dans ceux des manifestants. La police a arrêté cinquante personnes. *(Centre d'information pour les Droits de l'homme et la démocratie, 2 novembre)*

12 oct

La bagarre qui a opposé les paysans de Baijiamao (district de Lin, au Shanxi) à la mine de charbon Sanxing ont fait quatre morts dans leurs rangs et quatorze blessés. Les habitants de Baijiamao qui se plaignent de ne profiter en rien de l'activité minière, gardent l'entrée de l'exploitation depuis le mois de juin, suite à un recours en justice qui reconnaissait au village la propriété de la mine et annulait la privatisation de son statut. Ils ont été attaqués par une centaine d'hommes armés de couteaux et de pelles. Le district de Lin est un des plus pauvres de la province. La mine n'emploie personne de Baijiamao car il est plus facile de dissimuler les accidents lorsque les ouvriers viennent de localités éloignées. *(South China Morning Post, 23 novembre)*

Minorités ethniques.

XINJIANG

24 nov

La police de Munich a perquisitionné les appartements de quatre Chinois soupçonnés d'espionner pour leur consulat les Ouighours installés en Bavière. C'est dans cette ville que le Congrès mondial ouïghour a été fondé et qu'il a son siège. En juin dernier, Stockholm avait expulsé un diplomate chinois qui aurait été impliqué dans l'espionnage des émigrés ouïghours de Suède. *(Der Spiegel, 24 novembre ; A.F.P.)*

1 nov

Début d'une campagne de la police pour « frapper fort les crimes et restaurer l'ordre public ». Chaque localité doit enquêter sur les événements du 5 juillet, poursuivre les fuyards et prendre toute mesure préventive nécessaire, notamment par l'instauration de points de contrôle, la surveillance de la population flottante, le contrôle des hôtels et des appartements en location. Il est demandé à la population d'être diligente et de relater les activités « illégales et criminelles ». *(Xinhua, 2 novembre)*

29 oct

85% des quatre-vingt-onze sites Internet de la communauté ouïghoure sont inaccessibles, au Xinjiang comme à l'étranger. Le téléphone est inutilisable. Cette paralysie des communications dure depuis quatre mois. *(R.S.F., 29 octobre)*

1 oct

Arrestation de deux journalistes ouïghours pour leurs écrits diffusés sur Internet concernant les affaires du Xinjiang. Hailate Niyazi, journaliste pour des publications nationales mais aussi éditeur du site internet Uighurbiz, est accusé de « porter atteinte à la sécurité nationale ». Dilixiati Paerhati, un autre cybernaute, a disparu depuis le 7 août. Il éditait le site Diyarim. *(C.P.J., 30 octobre)*

QUESTION TIBETAINE

14 nov

Condamnation à cinq ans de prison de l'écrivain et photographe Kunga Tseyang (alias Gangnyi) pour avoir écrit et diffusé sur Internet des articles « séparatistes ». La police l'avait arrêté le 17 mars 2009 ; il avait vingt ans. (R.S.F., 16 novembre)

12 nov

Un tribunal du Gansu, siégeant à huis clos, a condamné Kunchok Tsephel, co-fondateur d'un site littéraire sur internet (www.tibet.com), à quinze ans de prison, pour « divulgation de secrets d'État ». Il était détenu depuis février 2009, après la saisie de son matériel et de son ordinateur. Il n'a pu se faire assister d'un avocat. (Kyodo, 17 novembre)

2 nov

L'adhésion au parti communiste d'une petite nièce du Dalai Lama appelée De Ying Zhuo Ma est l'occasion de dénoncer une fois encore la « trahison » de son grand-oncle et d'affirmer l'attachement des Tibétains au régime. De Ying a travaillé longtemps dans l'armée ; son époux travaille dans une usine de construction électrique ; elle a un enfant de sept ans. (Xinhua, 3 novembre)

1 oct

Arrestation de trois jeunes Tibétains pour avoir transmis des informations sur le Tibet à l'extérieur de la Chine. Gyaltzen, Nyima Wangchuk et Yeshe Namkha auraient échangé sur une messagerie chinoise des photos et des discours du Dalai Lama. (R.S.F., 23 octobre)

Hongkong - Macao

23 nov

Ouverture du procès de six membres du Conseil législatif pour avoir participé en janvier 2009 à une émission de radio non autorisée appelant à une marche en faveur du suffrage universel. Le 9 novembre, six participants à des émissions de ce genre en août et octobre 2006 avaient été condamnés à des amendes. (R.T.H.K., 23 novembre)

Informations diverses

(Cette rubrique regroupe des informations qui, sans toucher directement aux droits de l'homme stricto sensu, éclairent sur les réalités et les tensions de la société chinoise).

21 nov

Selon les sources officielles, les investissements fixes du gouvernement dans les régions de minorités se sont accrus de 5,8 fois depuis 1999. Il s'agit notamment de chemins de fer, de routes et de gazoducs. Les cinq régions autonomes et les trois zones à fortes présences minoritaires (Yunnan, Guizhou et Qinghai) disposent de 850.000 kilomètres de routes, soit dix fois ce qui existait il y a dix ans. On compte 20.000 km de voies ferrées. Le revenu des paysans et éleveurs y atteindrait 3.389 yuan par an (340 euros). (Xinhua, 21 novembre)

12 nov

En deux mois, les autorités portuaires du Havre ont saisi, en provenance de Chine, près de 14 tonnes de cigarettes de contrebande, 3.640 contrefaçons de télévision ou de systèmes radio et 305.127 contrefaçons d'appareils électroniques. À quoi s'ajoutent huit kilogrammes de cocaïne destinés à la Grande-Bretagne. Selon les statistiques des douanes, 80% des contrefaçons saisies en France en 2008 viennent de Chine. (A.F.P., 12 novembre)

9 nov

Décroissance continue de la population de Macao (Aomen). L'ancienne colonie portugaise compterait 541.000 personnes au troisième trimestre 2009, selon les chiffres remis par le bureau des statistiques de la région administrative spéciale. (Xinhua, 9 novembre)

3 nov

Projet annoncé de l'ouverture en juillet 2010 d'un quatrième aéroport au Tibet, dans la préfecture de Ngari. (Xinhua, 3 novembre)

3 nov

Selon le ministère de l'industrie et des technologies de l'information, le réseau internet de la Chine est le plus large du monde. Il couvre 99% des villages. 80% des revenus de l'industrie du web proviennent du jeu en ligne, de la publicité et du commerce en ligne. Le nombre des « internautes » (N.R. : il s'agit plus vraisemblablement des connexions) atteindrait 260 millions chaque jour pour la lecture des informations ; celui des messages électroniques, 240 millions. (Quotidien du peuple, 3 novembre)

2 nov

La Chine livre ce mois au Pakistan des moniteurs de télévision destinés à la lutte contre le terrorisme dans les principales villes (Islamabad, Peshawar, Lahore et Karachi). Les données seront regroupées au ministère de l'Intérieur. (Nawa-I-Waqt, 2 novembre)

BIBLIOGRAPHIE.

- **Wal-Mart Standards Fail, Workers Suffer.** CHINA LABOUR WATCH, 25 novembre 2009, 21 pages (en anglais) sur les conditions de travail inadmissible des fournisseurs chinois du géant américain de la distribution. Accessible sur le site : www.chinalaborwatch.org/2009/11/25/walmart.htm
- **An alleyway in Hell.** China's abusive black jails. (UNE RUELLLE VERS L'ENFER. Les prisons noires illégales de la Chine). Human Rights Watch. 53 pages. 12 novembre 2009. Chargeable sur le site : <http://www.hrw.org/en/reports/2009/11/12/alleyway-hell-0>
Le document en langue anglaise traite des enlèvements urbains, spoliations et détentions de pétitionnaires dans des lieux qui n'ont pas l'apparence de maisons d'arrêt.
- **Paying the Price for Economic Development of migrants workers in China.** (Le prix du développement économique. Les enfants d'ouvriers migrants). CHINA LABOUR BULLETIN, ARIS CHAN, Novembre 2009, 75 pages (en anglais) sur le sort des enfants de travailleurs migrants, laissés à la campagne ou soumis à des conditions urbaines défavorables. Accessible sur le site <http://www.china-labour.org.hk/en/node/100013>

SOURCES D'INFORMATION

64tianwang, Agence France-presse, Agence Xinhua, Amnesty International, Apple Daily, Article 19, Aujourd'hui la Chine, B.B.C., China Information Center, Boxun, China Labour Bulletin, Chine-Information, Chinese Human Rights Defenders, Citizens'radio, Confédération internationale des syndicats libres, Dajiyuan (La Grande Epoque), Fondation Duihua, Human Rights in China, Information Centre for Human Rights and Democracy, I.F.E.X. (Echange international de la liberté d'expression), Kyodo News Agency, Laogai Research Foundation, Minsheng GuanCha, Ming Pao, Radio France Internationale (émission en chinois), Radio Free Asia, Radio Free China, Reporters sans Frontières, Rights Campaign, South China Morning Post, The Standard, Wen Wei Po.

POUR NOUS CONTACTER, écrire à :
communication@ldh-france.org en indiquant en objet de votre mail : «Groupe Chine».